

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE



→ Zineb Zouaoui

FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)

STRATÉGIE NATIONALE DE SANTÉ 2018-2022 : LE MÉPRIS DE LA POPULATION...

L'exigence sociale qui s'exprime, tant de la part des personnels de santé, des citoyens, des élus locaux, porte l'enjeu sociétal des moyens pour un système de santé accessible et de qualité. C'est cette exigence qui est aussi portée massivement à chaque fois que les citoyens sont interrogés sur leurs préoccupations, au même niveau que l'exigence sur le pouvoir d'achat. Alors qu'il se prétend à l'écoute et disponible au dialogue, le gouvernement a décidé d'utiliser les ordonnances pour couper court à tout débat sur le contenu de sa réforme... Il est inacceptable que les problématiques de la santé soient évacuées du

débat alors qu'il s'agit d'une des premières préoccupations des Français. Casser le secteur public et la Sécurité sociale pour justifier le recours toujours plus grand au secteur privé marchand et aux assurances privées...

Les Agences Régionales de Santé (ARS) sont mandatées pour imposer de manière brutale les fermetures de services, voire d'établissements. Ce sont aussi les choix qui ont été opérés par les villes de droite en fermant les CMS, en réduisant ainsi l'accès aux soins de proximité.

À Gennevilliers, notre volonté politique de maintenir nos services de santé et d'accompagner les Genevillois vers des offres de soins de qualité et de proximité reste la colonne vertébrale de notre programme. Vous pouvez compter sur vos élu-e-s pour poursuivre les luttes afin de sauvegarder et améliorer notre système de protection sanitaire et social universel.

Contact : groupefdg@ville-genevilliers.fr



→ Laurence Lenoir

GRUPE SOCIALISTE

MOBILISATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Alors que le dérèglement climatique devient de plus en plus flagrant, et que la jeunesse manifeste chaque semaine pour un changement de société, à Gennevilliers va débiter le rendez-vous annuel le plus long et le plus dense organisé par la ville, celui qui mobilise un nombre croissant d'associations et de citoyens, pour notre planète : la Semaine du développement durable. En famille, entre amis ou entre voisins, avec l'école ou le centre de loisirs, ces échanges vous montreront comment l'écologie peut devenir positive. A travers des ateliers et des moments festifs, chacun sera

amené à s'interroger sur ses pratiques quotidiennes et à voir comment, par des gestes simples, nous pouvons tous devenir « éco citoyens ».

De nombreux rendez-vous centrés sur les thèmes de la mobilité, de la prévention des déchets et de la biodiversité proposeront de jardiner, bricoler, de partager des repas, de débattre, mais aussi de pédaler à vélo, de cultiver, ou de découvrir les oiseaux et les insectes qui nous entourent...

L'Agrocité fêtera son premier anniversaire aux Agnettes, les jardins partagés ouvriront leurs portes, nous pourrons découvrir les nouvelles bornes Vélib... des parcours de cyclo-cross et des animations familiales ouvertes à tous se dérouleront au Parc des Sévines, au Luth et aux Grésillons.

Toute cette énergie citoyenne sera mise au service de notre environnement, afin que nous soyons de plus en plus nombreux à nous impliquer pour notre précieuse planète.

groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr ; 01 40 85 63 56



→ Richard Merra

GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE

L'INDIVIDU, SUJET SOCIAL

Chercher à comprendre l'expression citoyenne actuelle en ne s'appuyant que sur une lecture sociologique liée aux intérêts de classes semble insuffisant. La forme de cette expression renseigne aussi sur le fond du phénomène. Cette forme se présente d'abord comme une addition de préoccupations diverses et légitimes. Or la particularité est que se développe dans le même temps une défiance dans l'organisation au sens politique du terme. La crainte serait qu'un porte-parole qui, en synthétisant la multitude, en réduirait mécaniquement les singularités trahissant ainsi l'expression de chacun. Si on en reste là, on laisse le Libéralisme débridé installer durablement le combat en légitimité de l'individu face au collectif. Il aura ainsi éliminé les lignes de forces structurantes des intérêts de classes, laissant penser

qu'elles auraient disparu.

Son objectif est bien de détruire le sujet politique qu'est le citoyen, le réduisant à un individu consommateur. En stimulant avec cynisme le désir d'une jouissance immédiate de biens matériels et en créant volontairement un écart entre ce désir et la frustration, il excite le moteur de l'Individualisme, de la peur de l'autre, du repli et de l'exclusion.

A contrario de ce qui nous est imposé depuis trop longtemps, l'enjeu est de travailler à un rapport nouveau entre Individu et Collectif.

A contrario de ce que prône la Méritocratie, c'est à travers la Solidarité comme ciment du corps social que sera assurée la Dignité et l'Inclusion de chacun.

Sortir ce terme de la « bien-pensance » politiquement correcte et l'imposer comme un levier opérationnel serait une bonne option pour aborder les règles démocratiques, les inégalités sociales et le dérèglement climatique. Si nous observons au-delà des frontières, à l'évidence, il ne s'agit pas d'une crise conjoncturelle. Les gouvernements qui se réfèrent à la Démocratie, doivent en prendre la mesure. S'ils veulent reconnaître et garantir la Dignité de l'Individu comme sujet politique, ils ne doivent développer le mythe d'une liberté individuelle qui soit contradictoire avec l'intérêt collectif.



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

PROTÉGER L'ENFANT D'AUJOURD'HUI POUR EN FAIRE UN MEILLEUR ADULTE DEMAIN

→ **Sonia Blanc**

Au V^e siècle avant notre ère, le philosophe Euripide proclamait déjà : « *Toutes les impressions qu'on reçoit dans l'enfance, on les conserve jusque dans la vieillesse.* »

L'état de notre jeunesse doit être une priorité pour tous.

En 2016, selon l'observatoire national de la protection de l'enfance, près de 300 000 mineurs représentant près de 20% des moins de 18 ans étaient pris en charge en protection de l'enfance en France.

Or, depuis de nombreuses années, les dysfonctionnements de ces services sont dénoncés : violences psychologiques, physiques, maltraitances et abus au sein de foyers et familles d'accueil, manque de formation des éducateurs...

Le témoignage de Lyes Louffok, travailleur social qui a lui-même été placé dès son plus jeune âge, est édifiant. Ainsi, des enfants placés pour leur protection sont souvent exposés à d'autres dangers les marquant à vie.

En 2018, le Conseil départemental du 92 a alloué 166 millions d'euros à la protec-

tion de l'enfance, dont 118 millions pour l'accueil des enfants placés. S'il s'agit d'un montant important, il reste insuffisant au regard de l'importance de ses missions en matière de prévention, d'aide et de protection.

L'échec de l'ASE s'illustre notamment par une réalité glaçante : un SDF sur quatre est un ancien enfant placé. Ses causes ? Les dysfonctionnements récurrents dans le suivi et la prise en charge des mineurs placés et l'abandon du jeune majeur qui à ses 18 ans, doit alors rechercher un logement et un emploi avec un faible niveau de formation. S'il veut poursuivre des études supérieures, il devra lutter seul...

Pour y remédier, il faut de véritables politiques publiques et actions communes des différents acteurs que sont l'Etat, les collectivités locales, les associations et les citoyens. Cela suppose des lois visant avant tout le développement de l'enfant ainsi que des moyens financiers supplémentaires pour développer l'accompagnement des jeunes quittant la protection de l'enfance ; ce qui est à l'opposé des choix réalisés par l'Etat depuis plusieurs années.

En effet, si des dispositifs existent (garantie jeune, contrats jeunes majeurs...), ils sont insuffisamment financés au regard du nombre de jeunes majeurs fragiles qui devraient pouvoir en bénéficier. De plus, il est exigé du jeune qu'il présente un véritable projet professionnel, ce qui n'est pas toujours le cas pour des jeunes au parcours souvent marqué par un décrochage scolaire et un délitement du lien social.

Aussi, l'union des Genevillois salue le travail quotidien de ceux et celles qui apportent soutien affectif, administratif, et financier et œuvrent pour que chaque jeune puisse disposer d'une stabilité et d'un avenir meilleur dans une société de précarité.



LA FRANCE INSOUmise - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

DROIT DE RÉPONSE À SENS UNIQUE

→ **Nasser Lajili**

Les lecteurs du *GenMag* ont de plus en plus de mal à voir la frontière qui sépare l'information de la publicité politique. Vous devez savoir : que nous les élus de l'opposition au conseil municipal, nous sommes tenus d'adresser le texte

de nos tribunes libres, à la rédaction du magazine municipal, avant le 15 du mois précédant la publication. Les contraintes techniques ne sont que prétextes pour rejeter nos interventions hors du champ de l'actualité, ce à quoi il faut ajouter la limitation en nombres de caractères.

Cette limitation et ces contraintes techniques ne s'appliquent pas au droit de réponse que s'accorde Monsieur le Maire lorsqu'il estime qu'un élu s'accorde une trop grande liberté de parole, pour s'adresser aux Genevilloises et Genevillois. L'absence d'équité dans le partage de la parole publique est une coutume dont certaines habitudes politiques ont du mal à se défaire.

Lorsqu'il surprend des informations trop approximatives ou qu'il constate des contrevérités flagrantes, le peuple de Genevilliers n'a aucun droit de réponse, dans les colonnes du *GenMag*. Les élus de l'opposition n'ont pas plus la possibilité de rétablir la vérité lorsqu'elle est mal menée par l'organe de presse municipal. Le peuple finance et il a le devoir populaire de garder le silence. Il semble que démocratie et populaire ne font pas toujours bon ménage.

Ce monopole s'étend à l'organe télévisuel « GTV » dans lequel Monsieur le Maire prend régulièrement ses quartiers, alors que les élus municipaux de l'opposition trouvent toujours porte close. Le débat est, pour la majorité municipale, un vaste monologue, une énorme auto congratulation, une majestueuse mascarade démocratique qui jette celui qui veut un peu de contradiction, dans la solitude sombre de l'isoloir référendaire. Le peuple ne doit s'exprimer que lorsque Monsieur le Maire pose une question, en faisant des petites croix sur la grille d'un questionnaire à choix unique ou multiple. Il existe une opinion révolutionnaire selon laquelle les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à parler parce qu'ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. Cette opinion n'est-elle pas tombée en obsolescence ?

À l'heure où les citoyens manifestent leur rejet de la classe politique dominante, cette opinion n'est-elle pas irrationnelle ?



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

FRATERNITÉ RÉPUBLICAINE : LE SEUL REMÈDE CONTRE LE RACISME

→ **Jacqueline Marichez-Cléro**

Qu'est-il arrivé à notre chère France pour que chrétiens, juifs et musulmans subissent racisme, discrimination et profanation ?

Qu'est-il arrivé à notre chère France pour qu'une seule fête, la fête des voisins, donne le goût de la convivialité et du vivre ensemble ? Alors que, lorsque je vivais dans le quartier du Luth et des Agnettes, je pouvais assister aux fêtes et événements des trois religions sans problème, avec fraternité et proximité. Notre Pays traverse une sombre période marquée par les actes de

racisme, lorsque le patriotisme et le vivre ensemble s'affaiblissent. Les conflits et divisions religieuses prennent le pas et enferment notre nation dans les frontières de l'identité. Notre projet municipal ne doit pas être un énième sermon sur le vivre ensemble, mais s'appuyer sur la volonté concrète de bâtir une fraternité républicaine au-delà des différences, des croyances et des identités de tous les citoyens de Genevilliers. Nous nous devons d'établir un forum civique où participeront citoyens, associations, cultes, chercheurs sur les problèmes et les enjeux du vivre ensemble aujourd'hui.

Jacqueline Marichez Cléro, Présidente des Républicains, 1 place du Docteur-Roux
92230 Genevilliers - 06 43 59 06 88
Lesrepublicains92230@free.fr



CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

DÉMOCRATIE LOCALE : « CONCERTATION » ET MANIPULATION !

→ **Ahcen Meharga**

Tout-e citoyen ou citoyenne de Genevilliers qui s'est un jour intéressé-e de près à une démarche de « concertation » municipale s'est au final senti-e floué-e.

En effet, ce dont nos concitoyens se rendent compte, c'est qu'ils ne sont que les complices involontaires d'une farce démocratique, car l'ensemble des visées de ce type de simulacre est déjà acté avant même le début.

Ainsi, les personnes qui s'investissent prennent conscience qu'ils ont perdu leur temps et qu'elles ont été manipulées.

L'un des derniers exemples en date est la synthèse des doléances liées à la dynamique des Gilets Jaunes.

Lors de la restitution et de la synthèse des contributions, à la « tribune » face à la salle : le Maire et la Députée.

Dans le fond de la salle, les Gilets Jaunes genevillois.

Pourquoi aucun représentant à la tribune de celles et ceux qui sont à l'origine d'un important mouvement de contestation sociétale ?

Probablement car le seul objectif de cette réunion publique était pour les élus de la majorité de tirer la couverture à eux.

Dans la proposition de texte/lettre à adresser aux responsables gouvernementaux, alors qu'un peu plus de 300 personnes avaient contribué et nous saluons leur investissement, le premier terme qui avait été utilisé pour souligner leur engagement était « les Genevilloises et les Genevillois ». Ce terme sous-entendait qu'à partir d'un panel de moins de 400 citoyens, le Maire voulait faire s'exprimer malgré eux près de 44 600 autres genevillois-es !

Lors des prochaines élections Municipales prévues de 2020, vous pourrez faire le choix de vous tourner vers une équipe, qui aura à cœur de répondre pleinement à vos aspirations démocratiques légitimes.